Les communautés rurales de Seine-et-Oise face à la crise frumentaire, 1853-1856

The Rural Communities of Seine-et-Oise and their Response to the Grain Crisis, 1853-1856

Laurent Herment

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoiremesure/4130>

DOI : 10.4000/histoiremesure.4130

ISBN : 1957-7745

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2011

Pagination : 187-220

ISBN : 978-2-7132-2313-6

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Laurent Herment, « Les communautés rurales de Seine-et-Oise face à la crise frumentaire, 1853-1856 », *Histoire & mesure* [En ligne], XXVI-1 | 2011, mis en ligne le 01 juillet 2011, consulté le 04 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/4130> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoiremesure.4130>

Laurent HERMENT*

Les communautés rurales de Seine-et-Oise face à la crise frumentaire, 1853-1856

Résumé. L'un des objectifs de cet article est de démontrer que s'il y a eu une crise de subsistance au milieu du XIX^e siècle, celle-ci correspond à la période 1853-1857. Durant ces quatre années, non seulement les prix du froment augmentèrent, mais l'ensemble des prix des denrées agricoles atteignit un niveau sans précédent dans le nord de la France. Pourtant, depuis 1860, peu de travaux se sont intéressés à cette période, et notamment à la façon dont les communautés rurales et les indigents des campagnes firent face à cette crise. Il s'agit également de comprendre comment les communautés proches de Paris firent face au déficit que posait cette crise en dépit de la faiblesse de leur ressources. Finalement, il semble que cette crise de subsistance, et plus généralement les crises de subsistance de la première moitié du XIX^e siècle, furent pour l'essentiel des crises urbaines et que les populations rurales étaient immunisées contre les effets meurtriers des crises de chertés.

Abstract. *The Rural Communities of Seine-et-Oise and their Response to the Grain Crisis, 1853-1856*

The first aim of this article is to demonstrate that if there was a subsistence crisis in the middle of the nineteenth century, it occurred during the period 1853-1857. During four years the price of corn but also the price of all the agricultural production was very high in France and especially in the north of the country. Though since 1860 a few studies have taken an interest in this period and explained how the rural communities and the poor people faced to this crisis. The second aim is to understand how the rural communities dealt with the crisis despite their extremely limited resources. It seems that during the first half of the nineteenth century, subsistence crises were essentially urban crises and that the rural population was immunised against the lethal effect of exploding prices.

* Centre de recherches Historiques, UMR 8558, EHESS, 190-198 avenue de France, 75 013 – Paris. E-mail : herment@hotmail.com

Depuis les travaux d'Ernest Labrousse, il est admis que l'économie et l'agriculture française ont traversé une crise majeure à la fin de la décennie 1840 et au début de la décennie 1850. Cette crise constitue le point terminal d'une longue phase de dépression des prix industriels en particulier et, dans une moindre mesure, des prix agricoles¹. La récession qui débute en 1846 et la crise de subsistance de 1846-1847 constitueraient les prodromes d'une langueur économique qui persiste jusqu'en 1850 ou 1851 selon les auteurs. Durant quatre ou cinq années, de l'automne 1846 à l'été 1851, l'agriculture française aurait été soumise à une série de tensions inflationnistes puis déflationnistes qui auraient ébranlé en profondeur le monde rural et fragilisé de nombreux ménages². À cette conjoncture agro-économique particulièrement sombre il faut ajouter deux crises spécifiques : celle de la vigne attaquée par l'oïdium, qui met à mal les économies vigneronnes, et celle de la pomme de terre, qui aggraverait dans certaines régions les effets de la crise de subsistances de 1846-1847.

La courbe des prix du froment en Seine-et-Oise rend compte des deux périodes de la crise : inflation aiguë durant l'année récolte 1846-1847, puis, à partir de l'été 1847, effondrement des prix agricoles jusqu'en 1852. Mais cette courbe ne laisse pas d'étonner. À partir de l'été 1853, débute une nouvelle phase d'inflation qui dure près de quatre ans. On peut supposer que cette phase de prix très élevés correspond au retournement du cycle Kondratieff. Il n'en est rien. Comment interpréter ce phénomène ? Cette hausse, sans précédent par sa durée et son ampleur, ne correspond-elle pas à une nouvelle crise de subsistances ? Cette période de très hauts prix pose trois séries de questions. La première renvoie au silence de l'historiographie et à l'impact archivistique de cette crise. Pourquoi a-t-elle laissé si peu de traces dans la mémoire des historiens³ ? Les contemporains en ont-ils rendu compte ? La seconde série d'interrogations qui est intimement liée à la précédente concerne la profondeur de cette crise. Est-elle comparable à celle de 1846-1847 ? Si oui, quel fut son déroulement et quelles furent les réactions des autorités politiques ? Les mesures adoptées par le pouvoir politique n'expliquent-elles pas en partie le peu de trace qu'a laissée cette crise dans les mémoires ? On se trouverait ainsi face à un paradoxe : l'efficacité des mesures prises et, plus étonnant encore, les archives pléthoriques qui permettraient d'en mesurer les effets auraient occulté la gravité de la situation et expliqueraient en partie le silence des historiens !

1. Voir en particulier E. LABROUSSE, 1956. Voir aussi J.-C. TOUTAIN, 1987.

2. Voir à titre d'exemple P. LÉVÊQUE, 1984.

3. Voir à ce sujet J.-M. CHEVET & C. O. GRADA, 2004.

La dernière série de questions renvoie à l'effet de cette crise sur la stabilité du monde rural. Si l'on admet que la crise de 1846-1847 a mis à mal l'équilibre financier des ménages ruraux les plus fragiles, comment expliquer qu'une crise, qui intervient quelques années plus tard⁴ et dont on verra qu'elle fut autrement plus grave, n'ait provoqué aucun exode, aucune disette, aucune réaction notable du monde rural ? En dernière analyse, l'examen de cette crise et de ces effets invite à une révision de l'impact des crises de subsistances sur la paysannerie au XIX^e siècle et à un réexamen de l'effet différentiel des crises de subsistances sur les populations des campagnes et le monde urbain.

Afin de répondre à ces trois séries d'interrogations, nous avons exploité trois types d'archives tirées pour l'essentiel des dépôts de la région parisienne⁵. Des archives imprimées tout d'abord : les bulletins annuels de la *Société d'agriculture de Seine-et-Oise*⁶ et les périodiques parus entre 1852 et 1856⁷ nous permettrons de mesurer l'ampleur de la crise. Des archives administratives ensuite : la correspondance entre la Préfecture de Seine-et-Oise et les ministères entre 1853 et 1857⁸ et les registres de délibérations des conseils municipaux de deux municipalités du canton de Marines, typique des régions de grande culture, nous aiderons à cerner la réaction des autorités nationales et locales face à cette crise⁹. Des archives fiscales enfin : les tables de successions et absences¹⁰ nous ont permis d'identifier les individus laissant à leur mort un patrimoine nul et de mesurer ainsi le niveau d'indigence absolu dans les campagnes de Seine-et-Oise.

4. Entre les deux dates l'agriculture de la Seine-et-Oise n'a pas connu de révolution. L'introduction des engrais chimiques et la culture en grand de la pomme de terre et de la betterave datent des années 1860.

5. Archives départementales des Yvelines (dorénavant AD78), archives départementales du Val-d'Oise (AD95) et archives départementales de l'Essonne (AD91). Ces trois départements composent l'essentiel de l'ancien département de Seine-et-Oise. Voir carte ci-dessous.

6. AD78, cote PER 3031 / 3.

7. *L'Abeille d'Étampes* disponible aux AD91, cote JAL 19/4 et aux archives communales d'Étampes; *La Concorde de Seine-et-Oise* et *L'annonciateur*, journal judiciaire de Rambouillet, disponibles aux AD78, respectivement cotes PER 22 et 1007 / 4.

8. AD78, cote 11 M 30.

9. En particulier ceux des communes d'Ableiges et de Seraincourt, AD95, respectivement cotes E dépôt 65 D 5 et E dépôt 39 I D 5.

10. Jusqu'en 1824, l'administration de l'enregistrement utilise un jeu de 14 tables, réduit à 7 à partir de cette date. AD91, cotes 3 Q 10 / 269 et 3 Q 10 / 291, 3 Q 10 / 270 (pour la période 1817-1836) et Q 10 / 272 et 3 Q 10 / 273 (pour la période 1855-1859) d'une part et, d'autre part, AD95, cotes 3 Q 7 / 447 et 3 Q 7 / 377 (pour la période 1817-1823) et 3 Q 7 / 379 (pour la période 1831-1836).

Comme l'indique les Figure 1 et 2, le champ géographique de l'enquête est centré sur deux cantons du département de Seine-et-Oise dont la préfecture est Versailles. Le canton de Marines, qui comprend trente-huit communes en 1856, est situé au nord du département. Il dépend de l'arrondissement de Pontoise. Celui de Milly-la-Forêt est situé à l'extrémité sud-est du département, il fait partie de l'arrondissement d'Étampes et se situe à quelques kilomètres de Corbeil, la plus grosse ville industrielle du département. Le canton de Marines, peuplé de 13 937 habitants en 1820, ne compte plus que 13 608 habitants en 1856¹¹. Il est traversé par deux routes royales (ou impériales). La population du canton de Milly-la-Forêt, composé de dix-sept communes, passe de 7 410 habitants en 1820 à 8 099 en 1856. Il est situé à l'écart des grandes voies de circulation. La route de Paris à Moulin n'a plus qu'une importance secondaire à cette époque. Elle est avantageusement remplacée par la route qui relie Paris au sud-est de la France et qui passe par Fontainebleau, soit à une vingtaine de kilomètres à l'est de Milly-la-Forêt. La route royale de Paris à Orléans, si importante pour l'approvisionnement de Paris, passe quant à elle à une vingtaine de kilomètres à l'ouest du canton.

Le canton de Marines est l'un des domaines d'élection de la grande propriété. La situation du canton de Milly-la-Forêt est plus complexe. La vallée de l'Essonne représente une solution de continuité qui partage le canton en deux microrégions distinctes. Une partie typiquement gâtinaise, au Nord, dans laquelle la petite propriété fait parfois face victorieusement à la grande propriété. Une partie Sud-Ouest située à la limite de la Beauce étampoise. Ici, la grande propriété et la grande exploitation retrouvent toutes leurs aises.

La répartition de la propriété n'épuise pas l'intérêt de la comparaison. Sur le plan agronomique, le canton de Marines est partagé, comme l'ensemble du Vexin, entre des communes de plateau aux terroirs essentiellement composés de « terre » ou « labours » (riches) et des communes de « rivières », pour reprendre une expression utilisée par Jacques Dupâquier¹², dans lesquelles les bois et les prés occupent une place non négligeable. À Milly-la-Forêt on retrouve la même partition poussée jusqu'à la caricature. Les marges de la Beauce étampoise sont exclusivement (ou presque) occupées de céréaliculture. À Brouy, Mespuits ou Champmotteux, plus de 90 % des terroirs sont constitués par des terres labourables (de faible valeur), les bois

11. Nous avons éliminé de ce calcul la commune de Vallangoujard qui est détachée du canton en 1843.

12. KYUNG-KEUN, K., 1998-1999.

sont inexistants et il n'est point question de rivière. Dans la partie nord-est du canton, les bois se taillent des parts substantielles des terroirs, et la vigne occupe encore près de 5 à 10 % des terroirs sous la Restauration. De ce point de vue, il faut souligner qu'à Marines on se trouve au nord de la limite de la culture de la vigne.

Figure 1. *Canton de Marines*

Figure 2. *Canton de Milly-la-Forêt*

L'intérêt de ce champ d'étude est double. Les deux cantons sont profondément ruraux, la proto-industrie rurale n'y occupe qu'une place marginale. Le niveau de revenu des petits cultivateurs et des journaliers agricoles et leur niveau de fortune dépendent essentiellement de l'activité agricole et en tout premier lieu de la culture des céréales¹³. Comme tous les paysans de Seine-et-Oise, ceux de Milly-la-Forêt et de Marines participent plus ou moins activement à l'approvisionnement de Paris. Chaque canton doit en outre pourvoir aux besoins des chefs-lieux d'arrondissement : Corbeil et Étampes pour

13. La vigne régresse à Milly-la-Forêt depuis la fin du XVIII^e siècle. Le canton de Marines s'est fait une spécialité de l'élevage des veaux pour Paris. Il semble que Milly-la-Forêt profite de la demande parisienne et plus généralement urbaine pour développer une spécialisation laitière durant la première moitié du XIX^e siècle. Dans le nord du canton de Milly-la-Forêt, certains cultivateurs fournissent Paris en plantes médicinales.

Milly-la-Forêt, Pontoise et Saint-Germain-en-Laye pour Marines¹⁴. Ainsi, il est possible de mesurer les effets différentiels de la crise sur les villes et leurs plats pays puisque, comme on le verra, le gouvernement impérial déconnecta totalement durant la période 1853-1857 le fonctionnement du marché parisien de celui de son aire d'approvisionnement la plus proche.

La première partie de cette contribution sera consacrée à une brève revue historiographique qui permettra peut-être d'expliquer le silence des historiens à propos de cette crise. Dans la seconde partie nous examinerons le déroulement de la crise en Seine-et-Oise. On pourra constater que cette crise, autrement plus grave que celle de 1846-1847, a profondément marqué les esprits à l'époque et que les autorités nationales ont tenté par tous les moyens d'en limiter les effets. Dans la troisième partie, nous mesurerons le niveau d'indigence dans les deux cantons témoins qui constituent notre champ d'étude. Il sera alors possible de s'interroger sur les effets différentiels de cette crise dans les campagnes et les villes de Seine-et-Oise. On verra au terme de cet exposé, que si crise de subsistances il y eut, elle fut à proprement parler urbaine et épargna largement les populations des campagnes.

1. Position historiographique : un vide de 120 ans

L'historiographie foisonnante des crises fait très peu de place à la période 1853-1857. Avant de tenter de comprendre les motifs de ce silence, il faut établir les jalons historiographiques qui permettront peut-être de résoudre ce mystère. En fait de jalons, c'est un à parcourir en deux étapes auquel il faut s'astreindre. La première date de 1860, la seconde de 1984 ! 120 ans de silence, sauf erreur de notre part. Dans un article publié en 1860 dans *Journal de la société de statistique de Paris*, Alfred Legoyt essaie de mesurer la gravité de cette crise en menant une comparaison avec celles qui l'ont précédée (première section). Il faut attendre 1984 pour que Toshio Horii¹⁵, dans le cadre de son mémoire de DEA, s'intéresse au mécanisme original mis en place dans le département de la Seine par le pouvoir impérial afin d'endiguer les effets délétères de cette crise (seconde section).

14. Durant les mauvaises années, l'arrondissement de Mantes, systématiquement déficitaire en grains, dépend partiellement du canton de Marines pour son approvisionnement.

15. HORII, T., 1984. Cet article est très rarement cité. Gilles Postel-Vinay s'y réfère dans un article assez connu. (POSTEL-VINAY, G., 1989).

La crise la plus grave du XIX^e siècle¹⁶

En 1860, Alfred Legoyt considère que la France a connu depuis le début du XIX^e siècle six phases de cherté¹⁷ :

1801-1803
1811-1813
1817-1818
1828-1831
1846-1847
1853-1857

Selon Legoyt la cherté la plus grave intervient en 1853-1857. Tant en intensité qu'en durée, la cherté de 1846-1847 ne lui est en rien comparable. Ceci doit être rappelé afin de mesurer l'ampleur de la catastrophe qui s'abat sur l'agriculture française à partir du mois de juillet 1853.

« Nous arrivons à la dernière cherté. Cette cherté se distingue de celles qui l'ont précédée depuis le commencement de ce siècle, d'abord par sa durée et, par conséquent, son incessante aggravation, puis par son extension successive à tous les objets de consommation alimentaire... »

Plus loin l'auteur ajoute un complément d'information :

« Par une douloureuse coïncidence qui ne s'était point encore produite ou du moins dont nous n'avons nulle part trouvé trace dans les auteurs des XVII^e et XVIII^e siècles, toutes les autres céréales [autre que le froment] d'abord, puis la pomme de terre, la châtaigne, le vin, les fruits, les légumes secs ou verts, la viande enfin atteignent des prix de disette... »

L'intérêt de ce texte est double. Il émane d'une sommité. Legoyt fut chef de la statistique au ministère du commerce à Paris et secrétaire général de la Société de statistique. Il est aussi le témoignage d'un contemporain qui a vu les prix flamber à Paris durant près de quatre ans.

Beaucoup plus près de nous, Emmanuel Le Roy Ladurie considère la décennie 1850-1860 comme le « dernier soupir » du petit âge glaciaire.

16. Deux articles récents ont remis en cause la profondeur de la crise de 1846 en France : CHEVET, J.-M. & O'GRADA, C., 2004 ; VIVIER, N., 2007.

17. LEGOYT, A., « Des chertés en France et de leur influence sur le mouvement de la population. », *Journal de la société de statistique de Paris*, 1^{ère} série, 1^{er} volume, n° 4, 1860. Legoyt, né le 18 novembre 1815 à Clermont-Ferrand, est un contemporain des crises de 1846-1847 et 1853-1857.

« Même si les années 1850-1856 ressemblent climatiquement aux 1690's et aux 1590's, avec un maximum des glaciers alpins tant à la fin du xvi^e siècle qu'en ce milieu largement conçu du xix^e siècle, même en cette vue perspective, les catastrophes humaines, type fin xvi^e ou fin xvii^e siècle, seront impensables au temps de Louis-Napoléon Bonaparte terminal devenu peu après Napoléon III ».¹⁸

Si jamais conjoncture courte fut désastreuse au xix^e siècle, c'est bien celle qui court de l'été 1853 à l'été 1857. Les termes de comparaison qu'évoque Emmanuel Le Roy Ladurie parlent d'eux-mêmes. Les données météorologiques confirment amplement le diagnostic de Legoyt. L'envolée des prix agricoles entre 1853 et 1857 ne doit rien au retournement de la conjoncture longue. Il s'agit bel et bien d'une crise d'une ampleur sans précédent qui frappe l'ensemble du territoire français et vraisemblablement d'autres pays européens. La maladie de la pomme de terre ne fait qu'amplifier le malaise alimentaire, et la crise de l'oïdium celui d'une partie de la paysannerie. Tous les auteurs notent, et comment pourrait-il en être autrement, que les prix atteignent des sommets à cette époque mais aucun, à notre connaissance, ne se pose la question de savoir comment les paysans ont supporté cette crise¹⁹. Il faut toutefois souligner qu'Alain Corbin, dans le cadre d'une problématique très différente de la nôtre, insiste sur l'extrême misère des « indigents » du Perche durant la période 1853-1856. Il note que :

« Durant l'hiver 1854-1855, la mendicité se déploie à nouveau à Origny-le-Butin, et le conseil municipal réclame, une fois de plus un secours. On murmure ici sur la longueur inédite de la cherté des subsistances. En octobre 1855, cinquante-sept individus sont encore inscrits sur la liste des indigents de la commune, soit 12 % de la population. Deux mois plus tard, la rigueur de l'hiver force, de nouveau, à interrompre les travaux dans la forêt de Bellême. Le préfet sollicite, sans succès, du ministre de l'intérieur un secours exceptionnel à l'intention de cette pauvre région²⁰. La situation ne se rétablit qu'au printemps 1856 ».²¹

Il est donc certain que toutes les populations du nord de la France ont été frappées par cette calamité. Le graphique ci-après rend compte de la poussée inflationniste de 1853-1857.

18. LE ROY LADURIE, E., 2006, p. 433. On le voit, les observations de Legoyt sont confirmées. De mémoire d'hommes, rien de tel ne s'était produit auparavant.

19. Voir par exemple à ce sujet G. DÉSERT, 1971, p. 710. Voir aussi R. HUBSCHER, 1979-1980, p. 363.

20. Les sous-préfets de Seine-et-Oise se font eux aussi l'écho de ces demandes réitérées des communautés rurales et urbaines durant cette période. Voir AD78 cote 11 M 30, les réponses des sous-préfectures à la demande d'un rapport spécial sur la situation présumée des populations ouvrières pendant l'hiver prochain, en date du 21 novembre 1854, émanant du Ministère de l'Intérieur.

21. CORBIN, A., 2002, p. 244. En fait, le malaise frumentaire est perceptible dans l'ensemble de l'espace français comme en témoignent les courbes produites par D. Margairaz, 1982.

Figure 3. Évolution du prix du froment entre 1806 et 1860 en Seine-et-Oise

Source. *Tableau de prix moyen mensuels et annuels de l'hectolitre de froment en France par département*, Imprimerie Nationale 1872, Ministère de l'agriculture et du commerce, bureau Direction de l'agriculture, bureau des subsistances.

La caisse de la boulangerie : la réponse du gouvernement impérial à la crise

Peu d'études ont été consacrées à cette crise depuis 1860. La seule, mais réellement importante en ce qu'elle permet de comprendre en partie comment une telle situation a pu passer inaperçue aux yeux des historiens, est l'œuvre de Toshio Horii, publiée en 1984. Selon Toshio Horii, la récolte de l'été 1853 fut très mauvaise sur l'ensemble du territoire français.

La « production totale du blé ne fut que de 47,8 millions de quintaux ; elle n'atteignit que 76,4 % de la production moyenne des dix années précédentes (62,6 millions), et 66 % seulement de celle des dix années postérieures (72,5 millions). À cet égard la crise de 1853 ne fut pas moins sérieuse que celle de 1846, car la production en 1846 (45,5 millions de quintaux) avait été 84,5 % de la production moyenne des dix années précédentes, et 77,8 % de celles des dix années postérieures ». ²²

22. HORII, T., 1984, p. 375.

C'est donc tout le territoire français qui subit de plein fouet la crise dès sa première année.

Qu'un tel événement ait laissé si peu de trace dans l'historiographie laisse perplexe. On peut toutefois avancer deux explications. La première renvoie à la conjoncture politique intérieure et internationale. La France sort de quatre ans d'instabilité politique que l'on a attribuée, au moins partiellement, à la cherté de 1846-1847. Le gouvernement de Napoléon III est un gouvernement fort. La rigueur de ses méthodes a pu décourager toutes les velléités de révolte. L'explication est un peu courte. Quant à la situation internationale, elle est dominée par l'affaire d'Orient. L'intervention franco-anglaise en Crimée a beaucoup plus préoccupé les historiens que la situation de l'agriculture française. L'un des éléments qui explique la gravité de la crise tient justement à la guerre de Crimée. Après avoir souligné que les importations de blé ne compensent que très partiellement les déficits frumentaires, Toshio Horii remarque que deux causes expliquent cet état de fait :

« La première, c'est que le coût du fret et le prix du blé à l'étranger avaient considérablement augmenté depuis 1846. La deuxième, c'est que, dès le commencement de la crise, en septembre 1853, la question d'Orient prit une tournure inquiétante, et les congés furent suspendus dans l'armée. La guerre de Crimée, déclarée le 27 mars 1854, coupera ainsi la France de ce qui avait toujours été sa principale source d'importation de blé, la Russie méridionale (Odessa) ».

Il ajoute :

« En 1855, on connaîtra à nouveau une mauvaise récolte, et le besoin du blé russe se fera à nouveau cruellement sentir. Il faudra attendre le traité de Paris le 30 mars 1856 pour voir l'importation se hausser au niveau désiré ».²³

Bref, insuffisance criante des récoltes nationales, fermeture des voies traditionnelles d'approvisionnement et calme politique. Ce mystère est partiellement résolu si l'on sait que dès les prodromes de la crise, le gouvernement impérial tenta par tous les moyens d'assurer le calme dans Paris. Ce n'est pas le lieu de décrire en détail le mécanisme mis en place par le Préfet Haussmann. Toshio Horii s'est chargé de l'exposer et d'en démontrer l'efficacité dans l'article que nous avons longuement cité²⁴. Il s'agit de la Caisse de la boulangerie qui effectue des avances aux boulangers du département de la Seine afin de maintenir le prix du pain de un kilogramme à 40 centimes dans un premier temps (jusqu'en mai 1855) puis 45 centimes, puis 50 centimes au plus fort de la crise. Après le reflux des prix, une surtaxe fut

23. HORII, T., 1984, p. 376.

24. HORII, T., 1984. Voir en particulier le graphique p. 390 et le tableau p. 391.

instituée sur le prix du pain qui permit à la caisse d'engranger 8,5 millions d'excédents entre 1856 et 1863. Au total, 53 millions furent déboursés par la Caisse de la boulangerie entre 1853 et 1856²⁵.

Les populations de la Seine furent donc partiellement épargnées par la hausse vertigineuse des prix mais, comme le rappellent systématiquement les autorités aux communes de Seine-et-Oise qui demandent l'extension de cette mesure, la taxe parisienne est une « mesure toute municipale²⁶ ». Elle ne saurait s'appliquer au département voisin, c'est-à-dire à la Seine-et-Oise. Compte tenu des sommes en jeu, on comprend que le gouvernement renvoie les autorités locales à leurs responsabilités. Dans les communes de ce département, l'administration centrale n'intervient pas directement. Mais la correspondance des sous-préfectures et de la Préfecture prouve à l'envi que le gouvernement ne cesse de se préoccuper de la situation frumentaire.

2. Le déroulement de la crise en Seine-et-Oise

Les cultivateurs de Seine-et-Oise, comme toujours en cas de crise frumentaire, sont aux premières loges en tant que fournisseurs de grains et de denrées de toute nature à destination de la capitale. Dans la première section nous étudierons le déroulement de la crise dans le département avant d'examiner dans la seconde section la réaction des autorités locales.

Quatre années de déficit frumentaire et de prix records

En Seine-et-Oise, le prix moyen de l'hectolitre de froment est de 15,93 francs en 1849, 14,72 francs en 1850, 14,83 francs en 1851 et 17,40 francs en 1852²⁷. Afin de mesurer l'évolution des prix de la période 1853-1857 sur le marché de Milly-la-Forêt²⁸, nous avons retenu les cinq premiers mois de 1853 comme période de référence. À cette date les prix ont déjà largement augmenté par rapport à 1851. Dès juillet 1853 ils bondissent de 28 % par rapport à notre période de référence. Durant la première quinzaine d'août,

25. Cet effort financier est sans précédent. Sur les mécanismes mis en place pour lutter contre les effets délétères de la cherté de 1816-1817, voir A. CHABERT, 1949, p. 414 et suivantes. En ce qui concerne l'inefficacité des mesures de Napoléon durant la crise de 1811-1812, voir le même ouvrage p. 384 et suivantes.

26. C'est-à-dire départementale.

27. DREYFUS, F.-G., LABROUSSE, E. & ROMANO, R., 1970, p. 197.

28. Les prix sur le marché de Milly-la-Forêt ont été relevés sur *La Concorde Seine-et-Oise*, (1853-1856), cote PER 22, AD78.

la hausse atteint 39,67 % ; 65,10 % durant la seconde quinzaine du même mois. En septembre, les prix ont flambé de 75 % ; de 87 % en décembre, etc. Le graphique ci-dessous rend compte de l'envolée des prix sur les marchés de Milly-la-Forêt et d'Étampes.

Le tableau des rendements par canton fourni par la *Société d'Agriculture de Seine-et-Oise* permet de mesurer le déficit de la récolte de 1853 par rapport à une année normale à environ 20 %²⁹. Ce document confirme l'ampleur du déficit évoqué par Toshio Horii. Les rendements représentent environ 80 % de ceux d'une année normale. Nous pensons que les chiffres avancés sont fiables. Ils sont établis à la demande du pouvoir qui exige des informations exactes.

La médiocre récolte de 1854 apporte un maigre réconfort. Le 24 octobre 1854, le ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics écrit au Préfet de Seine-et-Oise que « dans beaucoup de localités il paraît hors de doute que le battage n'a pas répondu aux espérances des cultivateurs et qu'il y a eu même sur ce point de grandes déceptions. Il est malheureusement vrai que dans plusieurs contrées la qualité du grain laisse beaucoup à désirer... » Le Ministre demande au Préfet d'éclairer l'administration afin qu'elle n'entretienne pas parmi les populations « des erreurs dangereuses relativement aux résultats de la dernière récolte »³⁰. Les prix se maintiennent à un niveau élevé durant toute l'année³¹.

En 1855, c'est un paroxysme ! La *Société d'Agriculture de Seine-et-Oise* souligne, avec la prescience qui la caractérise, que :

« ...bien que menacée par de fréquentes pluies froides dans la dernière quinzaine de mai et la première de juin, la végétation s'est, en quelque sorte, miraculeusement relevée à la mi-juin... Les blés ont repris une force et une vigueur qui ne se sont pas démenties depuis et qui même n'ont fait que croître au point de promettre une bonne récolte qui sera recueillie plus tôt qu'on ne le croyait, circonstance bien

29. Ce tableau est reproduit dans notre thèse L. HERMENT, 2009, p. 945-946. Il est disponible aussi dans le *Bulletin de la Société d'Agriculture de Seine-et-Oise*, 1853, p. 111-118. Cote PER 3031/3, AD78.

30. AD78 cote 11 M 30. Nous savons que depuis le début du mois d'octobre 1854 le Préfet incite son administration à intervenir auprès des fermiers et des meuniers afin qu'ils approvisionnent les marchés.

31. À aucun moment les prix ne descendent sous la barre des 25 francs Les chiffres que nous avons relevés sont disponibles in F.-G. DREYFUS, LABROUSSE, E. & ROMANO, R., 1970, p. 191 et suivantes.

importante dans une année qui succède à deux récoltes où toutes les réserves ont été, en quelque sorte épuisées ».³²

Figure 4. Évolution du prix de l'hectolitre de froment à Milly-la-Forêt et Étampes

Source. *La Concorde Seine-et-Oise*, (1853-1856), cote PER 22, AD78.

Au-delà de l'incongruité de ces affirmations³³ nous apprenons que les réserves sont épuisées. Dès septembre nous en avons la confirmation. Pour reprendre le point de comparaison que nous avons adopté (prix moyen du froment des cinq premiers mois de 1853 sur le marché de Milly-la-Forêt) l'augmentation est de 96 % en septembre, de 108 % en octobre, de 112 % en novembre, etc. Sur certains marchés le prix de l'hectolitre de froment dépasse 40 francs durant l'automne 1855, soit des niveaux comparables à ceux atteints durant la crise de 1846. Mais ces records interviennent après deux récoltes médiocres, voire mauvaises, ce qui n'était pas du tout le cas en 1846-1847. La courbe de prix du pain sur les marchés beaucerons est tout aussi vertigineuse.

32. *Bulletin de la Société d'Agriculture de Seine-et-Oise*, 1855, Compte rendu des travaux de la Société d'Agriculture de Seine-et-Oise, depuis sa séance publique du 31 juillet 1854, jusqu'à celle du 22 juillet 1855, p. 38. AD78, Cote PER 3031 3.

33. Chaque année, les mêmes alternances d'anxiété et d'espérance se reproduisent. Le sous-préfet de Rambouillet se berce lui aussi d'illusions en juin 1854 comme en témoigne la lettre qu'il adresse au Préfet, le 24 juin 1854. AD78, cote 11 M 30.

En octobre 1856, soit trois ans et demi après la première phase de hausse des prix, le Préfet de Seine-et-Oise écrit au sous-préfet d'Étampes, que l'Empereur lui-même s'inquiète de la spéculation sur les grains³⁴. Il faut attendre le printemps 1857 pour que le prix repasse sous la barre des 30 francs. La récolte de 1857 met fin à cette situation. À l'automne 1857, le prix de l'hectolitre de froment descend sous les 20 francs pour la première fois depuis mai 1853.

La réaction des autorités

L'administration centrale par le truchement des Préfets, incite les municipalités à faire face aux situations de détresse. Globalement, ces dernières tentent de mobiliser des ressources. Le bureau de bienfaisance de Milly-la-Forêt apporte, au cours de l'hiver 1853-1854, des secours à quarante et un ménages (sur 500 environ) dont trois ne « veulent pas percevoir ». La souscription organisée par le Maire, Monsieur Courty, en décembre 1853, permet de recueillir 1 825,20 francs. Lorsque les maires se montrent rétifs, les services préfectoraux insistent pour que la charité privée se substitue à la bienfaisance publique.

Afin de mieux mesurer la sollicitude des pouvoirs locaux, nous reproduisons en annexe le document établi par le sous-préfet de l'arrondissement d'Étampes à la demande du Préfet (Annexe I). Il s'agit d'un « État des communes où il a été pris des mesures pour atténuer les effets de la cherté des grains ». Nous retranscrivons cet « état » pour les communes du canton de Milly-la-Forêt³⁵. Or, ces communes font face, à cette époque, à une augmentation de leurs charges (salaire des instituteurs porté à 600 francs par la loi Falloux, entretien de la voirie, accroissement des charges de personnel – cantonniers, secrétaire de mairie –, constructions diverses, etc.). Le gouvernement ne reste pas inactif et débloque des fonds pour leur venir en aide. Il exige par ailleurs la création d'un fonds de secours destiné à fournir des médicaments et des soins aux indigents.

34. AD91, cote 2 Z 1. Georges Dupeux fait la même observation en ce qui concerne le Loir-et-Cher (DUPEUX, G., 1962, p. 407 et suivantes). Le gouvernement, par la plume du Ministre Billault, rappelle, par un courrier confidentiel daté du 28 septembre 1855, que les Préfets doivent lutter contre l'agiotage, les fausses rumeurs et la spéculation, y compris en engageant des poursuites pénales contre les fauteurs de troubles et les individus équivoques qui se livrent clandestinement au commerce des grains. AD78, cote 11 M 30.

35. Le même état existe pour les communes du canton de Marines. Nous y reviendrons.

Dans sa séance du 18 janvier 1855, le conseil municipal de la commune de Seraincourt rend compte de la bonne volonté des municipalités rurales mais aussi de la faiblesse des ressources à leur disposition.

Le conseil « est d'avis à l'unanimité qu'il est nécessaire de procurer de l'ouvrage à un certain nombre d'ouvriers de la commune, dont plusieurs sont assez indigents et père de famille.

« Mais le conseil considérant que la commune a épuisé ses 20 centimes disponibles à compter de 1849 tant pour l'entretien de la route n° 19 que pour la construction d'une maison d'école et que les 20 centimes continueront encore à être payés pendant plusieurs années à cause des réparations urgentes à faire, sans délai, à l'Église jusqu'en 1863 ;

« Considérant que les fonds libres aux chapitres additionnels aux budgets de 1854 sont attribués à la construction de la maison d'école ;

« Considérant qu'il n'existe aucune autre espèce de fonds libre, et que, de plus la cherté des vivres ne lui fait pas présumer d'avoir l'espoir d'obtenir de la commune, soit par dons, soit par souscription ;

« Prie Monsieur le Préfet de prendre en considération, les sacrifices que fait la commune de Seraincourt et qu'il lui est impossible de faire aujourd'hui aucun sacrifice pour procurer des travaux aux ouvriers sans ouvrage, le prie d'avoir égard à notre commune dans la part afférente au département sur les 5 000 000 francs votés par le gouvernement ».³⁶

Le même conseil dans sa séance du 14 février « est d'avis que la somme de 25 [francs] portée au budget de 1855 aux dépenses imprévues, soit employée à fournir des médicaments aux indigents de la commune désignés par ledit conseil et dont la liste suit, la dépense sera définitivement arrêtée au 31 Xbre 1855, pour le montant des prélèvements être ensuite autorisé par monsieur le Préfet... »³⁷. Au folio suivant, les dix-huit indigents « admis à recevoir les médicaments gratuits en 1855 » sont nommés un à un³⁸.

36. Registre des délibérations de la commune de Seraincourt, AD95, cote E dépôt 39 1 D 5.

37. AD95, cote E dépôt 39 1 D 5. Ce vote fait suite au courrier que le Préfet adresse aux maires le 10 octobre 1853 relatif « à la création d'un service de secours gratuits médical et pharmaceutique, destiné à procurer aux classes indigentes des campagnes, les soins des médecins éclairés et des médicaments gratuits ». Registre des délibérations de la commune d'Ableiges, AD95, cote E dépôt 65 D 5.

38. De manière assez paradoxale, on connaît souvent l'identité des donateurs mais très rarement, comme à Seraincourt, celle des bénéficiaires des secours. Si l'on rapporte la proportion d'indigents nommément désignés à la population de la commune, on obtient le taux de 3,55 % (18 sur 507 habitants selon le recensement de 1856).

Le 11 octobre 1855, le conseil municipal de Seraincourt revient à la charge :

« Le conseil municipal est d'avis que la commune étant imposée jusqu'en 1860 pour le montant des 20 centimes tant pour la somme de 12000 f que lui coûte la maison d'école que pour pareille somme pour laquelle elle est imposée jusqu'en 1863 à cause d'un emprunt pour la restauration et le rétablissement urgent de son église, il lui est impossible de faire le moindre sacrifice pour les ouvriers sans ouvrages et les pauvres invalides, attendu que les travaux créés pour occuper les ouvriers sans ouvrage de l'année dernière ne sont pas encore soldés faute de fonds. Il n'existe aucuns fonds libres aux chapitres additionnels au budget de 1855, cependant, le conseil municipal à l'honneur de faire observer à M. le Préfet, que la commune a cette année, plus que jamais besoin de secours. La cherté excessive des vivres empêche les particuliers même assez aisés d'entreprendre chez eux des travaux qu'ils feraient exécuter dans une autre circonstance, de sorte que nous allons avoir l'hiver prochain un assez grand nombre d'ouvriers sans ouvrage. Le conseil supplie en conséquence M le Préfet de prendre la commune de Seraincourt en considération dans la répartition de la somme que le gouvernement mettra à sa disposition sur les 10 000 000 votés par l'État pour les ouvriers sans ouvrage et les pauvres invalides.

« Outre que cette commune ne pourra fournir du travail aux ouvriers sans le secours du Gouvernement, le conseil voit avec un profond regret que plusieurs personnes incapables de travailler et de pourvoir à leur subsistance ne pourront pourvoir à leurs plus pressants besoins, si elles ne sont pas assistées. Le conseil municipal à l'honneur de mettre sous les yeux de monsieur le Préfet, la liste des ouvriers sans ouvrage, et celle des pauvres qui ont besoin de secours, soit en nature, soit en argent.

« Dans la même séance Mr le Maire a désigné M. Toussaint François pour concurremment avec monsieur le Curé et le Maire, recueillir les offrandes des personnes charitables, et en faire la distribution ».³⁹

Les mesures envisagées et mises en œuvre par les différentes municipalités n'ont rien d'originales. Le tableau que la sous-préfecture d'Étampes fournit pour le canton de Milly-la-Forêt est très significatif de ce point de vue. Les fonds débloqués par les communes et collectés auprès des donateurs sont destinés à financer des travaux de voirie⁴⁰. La charité purement privée apporte parfois des secours en nature aux indigents comme le laissent soupçonner certaines mesures prises dans le canton Marines. Globalement, toutes les bonnes volontés se mobilisent comme lors de chaque poussée inflationniste⁴¹. La crise de 1853-1855 ne fait pas exception à ce

39. Registre des délibérations de la commune de Seraincourt, AD95, cote E dépôt 39 1 D 5.

40. Voir Annexe I.

41. Voir à ce sujet P. LÉVÊQUE, 1984, p. 32 et suivantes.

modèle. Mais, outre la durée de la crise, trois traits caractérisent la période que nous étudions.

En premier lieu, le problème que soulève l'approvisionnement du département de la Seine est totalement déconnecté de la situation générale par la création et le fonctionnement effectif de la Caisse de la boulangerie qui reporte l'effort financier sur les années et les consommateurs futurs. Sur ce front, le gouvernement assure ses arrières et peut ainsi se consacrer à la gestion de la situation dans le reste du pays. En second lieu, le gouvernement, contrairement à celui de Louis-Philippe, s'implique rapidement, financièrement et politiquement. Politiquement, il somme les autorités locales d'intervenir, nous en avons vu un exemple à Seraincourt. Il est inutile de multiplier les citations qui renvoient toutes à la même logique. Bon gré, mal gré, les conseils municipaux des communes rurales obtempèrent. Financièrement, le gouvernement débloque des fonds destinés à venir en aide aux départements, fonds qui sont ensuite répartis entre les communes qui ont besoin de secours urgents. En troisième lieu, aucune émeute, ni même aucune émotion, n'est signalée⁴². Or, même en considérant que les communes et de généreux individus viennent en aide aux indigents des campagnes, il est surprenant qu'aucune manifestation de mécontentement ne soit documentée⁴³.

Faut-il alors réviser notre point de vue sur l'importance de la crise ? Il n'est qu'à consulter l'évolution du prix du pain dans les principales villes du département durant l'année récolte 1855-1856 pour se dépendre de cette idée⁴⁴. Le calme est-il le fruit de la politique répressive ? Sans doute en

42. Le 10 octobre 1855, le commissaire cantonal de Marines envoie au Préfet de Seine-et-Oise l'état du marché. Il note, en dépit des prix très élevés, que « le marché a été calme mais les approvisionnements en céréales restent très faibles » (AD78, cote 11 M 30).

43. Durant cette période, la dangerosité des classes indigentes n'est jamais évoquée dans les sources que nous avons consultées. Le maire d'Essonne, commune voisine de Corbeil, évoque la fainéantise de certains individus mais ne fait pas mention de leur caractère dangereux (AD78, cote 11 M 30). Les réponses des sous-préfets du département à la circulaire du Ministère de l'intérieur, en date du 21 novembre 1854, par laquelle le ministre s'enquiert de la situation présumée des populations ouvrières pendant l'hiver, ne font pas mention de la dangerosité des classes laborieuses. Tous les sous-préfets insistent sur le caractère parfaitement raisonnable des populations. Le sous-préfet de Mantes affirme sans hésiter que les « populations sont animées des meilleures intentions. L'on comprend parfaitement les charges que l'État a à supporter et les dépenses énormes qu'entraîne la guerre que la France soutient contre la Russie. Le gouvernement peut compter sur une grande résignation, tous déclarent hautement que puisqu'ils ne peuvent rien donner ils ne veulent pas être à charge » (AD78, cote 11 M 30).

44. Chaque quinzaine durant près d'un an et demi, la préfecture envoie au ministère de l'intérieur un tableau de prix qui recense le prix du pain dans les six villes chef-lieu d'arrondissement (Mantes, Pontoise, Versailles, Étampes, Rambouillet et Corbeil) et à Saint-Germain-en-Laye. On retrouve les mêmes pointes qu'à Paris. Le kilogramme de pain blanc

partie. La vigilance de la gendarmerie ne fait pas de doute. L'explication est insuffisante. Il faut souligner à ce sujet que la répression frappe tous les auteurs de troubles, y compris les boulangers indécents qui trichent sur la qualité et/ou la quantité⁴⁵. Faut-il invoquer l'effet des mesures d'aide et les œuvres de bienfaisance privée ou publique ? On ne contestera pas ici leur importance en vue de soulager les situations les plus dramatiques. Il faut d'ailleurs souligner une fois de plus à ce propos que les classes dirigeantes, y compris les élites agricoles, ont conscience que l'impéritie du gouvernement de 1847 ne peut se reproduire et que la politique du laisser faire est la plus mauvaise possible⁴⁶.

Faut-il croire que les pouvoirs publics ont su déjouer les manœuvres des spéculateurs ? On trouve dans les archives quelques mentions de spéculations. On a évoqué plus haut les inquiétudes de l'Empereur à ce sujet. Pour autant il ne faut surestimer l'influence de la spéculation. On peut admettre qu'elle a joué quelque rôle, en particulier durant l'année récolte 1853-1854. Mais après ? Qui eût pu prévoir quatre récoltes déficitaires ou médiocres consécutives ? Qui eût pris le risque de spéculer encore en 1855-1856 alors que les prix atteignaient des cimes improbables ?

Au terme de cette analyse, on se trouve devant une aporie. Une très mauvaise récolte provoque des troubles sans fin et sans limites à la fin des années 1840 ; quatre mauvaises récoltes dont deux franchement insuffisantes ne laissent rien dans la mémoire des hommes et très peu de choses dans celle des historiens ? Or, de juillet 1853 à juillet 1857, le déficit céréalier était patent, avéré, profond et durable. Le problème est sans doute mal posé.

dépasse dans certaines villes le seuil des 60 centimes au cours de l'année récolte 1855-1856. C'est un véritable prix de famine (AD78 cote 11 M 30).

45. La presse locale mentionne de nombreuses condamnations de boulangers. Voir *l'Abeille d'Étampes* (AD91, cote JAL 19). En outre, les autorités départementales surveillent activement les agissements des boulangers et les incitent à copier les innovations qui permettent de produire des pains économiques (AD78, cote 11 M 30).

46. À ce titre, il faut souligner que les gros fermiers, qui sont beaucoup plus préoccupés par la langueur des prix durant la phase 1847-1852, n'espèrent pas nécessairement le retour de prix de famine. Le niveau des prix des années 1848, 1849, 1850 et 1851 les a mis en difficulté. Les problèmes posés par la succession des périodes de cherté et de « villeté » des prix des céréales sont parfaitement résumés par le *Bulletin de la Société d'Agriculture de Seine-et-Oise* (1852, p. 12 en particulier, AD78 cote PER 3031).

3. L'impact de la crise en Seine-et-Oise

La crise de subsistance du milieu des années 1853-1857 est sans doute la plus profonde du XIX^e siècle. Or, comme nous l'avons constaté, l'historiographie est muette à ce sujet. L'activisme du gouvernement et les mesures prises par les autorités locales ont permis de faire face aux situations de détresse dans les campagnes de Seine-et-Oise. Au-delà de ce constat, il faut se demander quelle était la proportion d'indigents dans les campagnes de Seine-et-Oise d'une part, et d'autre part, si la crise de subsistances n'a pas été avant toute chose une crise urbaine.

La mesure de l'indigence dans les campagnes de Seine-et-Oise

Jean-Claude Farcy remarque qu'au milieu du XIX^e siècle la proportion d'indigents est relativement faible en Beauce⁴⁷. Mais il souligne que la mesure de l'indigence est une question complexe. Selon la source à laquelle on se réfère ou selon le processus de constitution de la source, la proportion d'indigents peut aller du simple au double⁴⁸. Nous avons choisi de mesurer la proportion d'indigents dans les cantons de Marines et de Milly-la-Forêt en utilisant les Tables de Successions et Absences dressées par l'administration de l'enregistrement. Jusqu'en 1824, l'administration dresse deux documents distincts : la Table alphabétique des décès et des absences constatées par jugement d'une part, dans laquelle sont enregistrés les décès des individus majeurs décédés dans l'une des communes du canton et d'autre part, la Table des successions, dans laquelle sont enregistrées les successions non nulles qui donnent lieu au paiement d'un droit par les héritiers. Après cette date, l'administration recense dans la Table alphabétique des successions et absences (TSA) l'ensemble des décès intervenus dans le canton et l'ensemble des successions extérieures⁴⁹. Le travail de récolement de l'information est ainsi facilité. Avant de présenter les résultats de nos dépouillements, il faut préciser la signification des

47. FARCY, J.-C., 1986, p. 442 et suivantes. Jean-Claude Farcy note que « il est certain que l'indigence est plus réduite en Beauce que dans d'autres régions. » (p. 443). Sur la notion d'indigence, nous renvoyons au travail de S. MUCKENSTURM, 2000, p. 345 et suivantes. Il faut souligner que selon cet auteur, si l'on se réfère à l'enquête de Villeneuve-Bargemont, publiée en 1834, le Loiret présente un taux anormalement élevé d'indigence (p. 352). Ce résultat semble contredire les affirmations de Jean-Claude Farcy dont nous persistons à partager les vues. La statistique de Villeneuve-Bargemont est établie sur une base départementale qui peut masquer de fortes disparités entre les différentes régions d'un même département.

48. Voir à ce propos J.-C. FARCY, 1986, p. 442.

49. Il s'agit des successions d'individus domiciliés en dehors du ressort du bureau mais qui possèdent des biens immeubles dans le ressort du bureau.

valeurs portées dans les Tables. Celles-ci font apparaître deux montants. Le premier représente la valeur fiscale des possessions mobilières des défunts. Ces possessions sont enregistrées en une seule fois dans le bureau dont dépend le domicile du défunt. Le second montant représente la valeur fiscale des immeubles que le défunt possède dans les communes du ressort du bureau⁵⁰. Les héritiers doivent acquitter des droits de succession sur les valeurs portées dans les Tables.

Nous avons calculé, par tranche d'âge, le taux de successions nulles dans les deux cantons et dans les deux petites villes chefs-lieux (pour les périodes 1817-1836, et 1855-1859 à Milly-la-Forêt, pour les périodes 1817-1823 et 1831-1836 à Marines)⁵¹. Il faut souligner que les niveaux de polarisation des populations sont très différents dans les deux cantons. La commune de Marines, dont la population passe de 1 371 habitants en 1817 à 1 706 habitants en 1856, ne regroupe en fin de période que 12,24 % de la population du canton. La population de la commune de Milly-la-Forêt décroît au cours de la période étudiée (2 209 en 1817 contre 2 020 en 1856) mais elle représente toujours environ 25 % de la population du canton (27,27 % en 1817 contre 25,06 % en 1856).

En retenant le taux de successions nulles, c'est une définition assez large, et sans aucun doute contestable, de l'indigence que nous adoptons⁵². Les résultats appellent quelques commentaires évidents. Si l'on admet qu'un individu qui laisse une succession nulle est indigent, il faut admettre que ce sont les jeunes gens et les vieillards qui représentent l'essentiel de la population indigente⁵³. Les vieillards qui ont transmis leur patrimoine de leur vivant laissent souvent une succession nulle, mais cela ne prouve pas qu'ils sont indigents. Les successions nulles sont très fréquentes chez

50. Jusqu'en 1824, la Table des successions enregistre la valeur fiscale des immeubles, au-delà de cette date, la TSA enregistre le revenu fiscal des immeubles. Il suffit de multiplier par 20 le revenu fiscal pour obtenir la valeur fiscale.

51. Nos échantillons de défunts majeurs domiciliés dans les cantons sont les suivants :
Milly-la-Forêt 1817-1836, 1 752 défunts ;
Milly-la-Forêt 1855-1859, 515 défunts ;
Marines 1817-1823, 826 défunts (tous les défunts sauf ceux portés à la lettre « A ») ;
Marines 1831-1836, 971 défunts (toutes les communes du canton moins Vallangoujard).

52. Voir à ce sujet l'article de J. BOURDIEU, J., POSTEL-VINAY, G. & A. SUWA-EISENMANN, 2003.

53. Pour une analyse plus précise nous renvoyons à notre thèse, L. HERMENT, 2009, p. 370-371.

les jeunes adultes non mariés mais ils ne sont pas tous indigents, loin s'en faut. Les biais ne sont pas minces mais il faut souligner que l'administration fiscale n'est pas laxiste. Elle n'admet pas les déclarations fantaisistes. Les maires fournissent parfois des certificats d'indigence. Pour les défunts majeurs les plus jeunes, les employés de l'enregistrement notent parfois « père et mère vivant ». On peut donc soupçonner un sous enregistrement des successions des jeunes défunts majeurs mais cela n'explique pas que la proportion des successions nulles soit plus forte dans les villes que dans les campagnes. On notera pour finir qu'Adeline Daumard, elle aussi, a retenu cet indice pour mesurer l'indigence dans les villes⁵⁴.

Les figures suivantes font apparaître le niveau d'indigence par classe d'âge dans les communes rurales du canton de Milly-la-Forêt et dans la commune de Milly-la-Forêt. Compte tenu de l'étrécissement du second échantillon, il n'a pas été possible de construire le graphique concernant la seconde période selon les mêmes principes que le premier.

Ces deux graphiques démontrent clairement que le pourcentage d'indigents est plus élevé dans la petite ville de Milly-la-Forêt que dans les communautés rurales du canton. Dans les communes rurales le taux d'indigence est très faible. Il n'excède 20 % que dans les classes les plus jeunes et les plus âgées. Dans les classes d'âge actives il est proche de 10 %. À Milly-la-Forêt, seule la classe d'âge 40-60 ans semble réellement immunisée⁵⁵. En va-t-il de même à Marines ? Le graphique ci-dessous indique qu'à Marines, comme à Milly-la-Forêt, les classes d'âge les plus fragiles économiquement laissent plus fréquemment des successions nulles⁵⁶. Il n'en va pas de même pour les individus dans la force de l'âge. Globalement, la situation est moins nette à Marines qu'à Milly-la-Forêt. Les pourcentages de successions nulles à Marines sont de 16,46 % pour la période 1816-1823 et 19,67 % pour la période 1831-1836. Ils s'élèvent respectivement à 16,20 % et 15,67 % pour les communes rurales du canton. On constate que durant la seconde période, l'écart entre Marines et son plat pays s'accroît mais, même durant cette période, il n'est pas statistiquement significatif au seuil de 10 %.

54. Voir à ce sujet A. DAUMARD, 1973, p. 122.

55. L'écart entre les taux d'indigence de Milly-la-Forêt et celui des communes rurales est significatif au seuil de 5 %.

56. Pour établir cette statistique, nous avons regroupé les deux périodes (1817-1823 et 1831-1836) en raison de la faiblesse de l'effectif de la classe d'âge 21-29 ans (19 individus seulement sont domiciliés à Marines).

Figure 5. Niveau d'indigence par classe d'âge à Milly-la-Forêt

Figure 6. Niveau d'indigence par classe d'âge à Marines
(période 1817-1821 et 1831-1836)

On peut apporter une précision pour expliquer ces résultats. Elle renvoie à la place de Marines au sein du canton. La commune de Marines, peuplée de moins de 1 400 habitants en 1817 et d'environ 1 600 habitants en 1836, représente à peine 10 % de la population du canton. On peut se demander si Marines est réellement une petite ville. N'est-elle pas simplement un gros bourg marché pourvu d'un rôle administratif⁵⁷ ?

Jean-Claude Farcy note, qu'en dépit de la faible proportion d'indigents, « la pauvreté n'en existe pas moins en Beauce, mais on ne peut parler d'une misère qui jetterait en permanence une foule de mendiants sur les

57. Le niveau d'indigence dans les grandes villes est en principe très élevé. Adeline Daumard démontre que dans les grandes métropoles la proportion de défunts laissant une succession nulle est très forte. L'auteure note à propos de Lille, Paris, Bordeaux, Toulouse et Lyon que si « en première approximation on considère comme indigents les adultes dont le décès n'était suivi d'aucune déclaration aux services chargés d'enregistrer les mutations par décès, la proportion des misérables était considérable. Dans toutes les grandes villes, sauf à Toulouse pendant la première moitié du XIX^e siècle, elle dépasse de beaucoup la moitié de l'effectif total des défunts adultes » (DAUMARD, A., 1973, p. 122). En ce qui concerne la misère dans Paris on peut aussi évoquer l'œuvre de M. Chevalier qui souligne avec force que les classes laborieuses parisiennes sont particulièrement exposées à la misère (CHEVALIER, M., 1958). On notera pour finir que dans son étude sur la mesure de l'indigence, Stéphane Muckensturm souligne, grâce à l'enquête de Villeneuve-Bargemont, que l'indigence est un phénomène qui frappe les populations urbaines et industrielles (MUCKENSTURM, S., 2000, p. 349 et suivantes).

routes.⁵⁸ » On peut faire la même observation pour les micro-régions que nous étudions. Le travail de Jean-Claude Farcy permet de caractériser la mendicité dans ces régions profondément rurales. Sur le plan géographique, elle est relativement localisée, sans l'être strictement d'ailleurs. Dans le Loir-et-Cher, elle concerne essentiellement des individus domiciliés dans le Perche. Par ailleurs, les mendiants sont pour l'essentiel les enfants et les femmes des familles les plus pauvres des communautés rurales. Il s'agit d'une mendicité de proximité. Chacun connaît son ou ses mendiants⁵⁹. Sur le plan temporel, la mendicité obéit à un effet de saisonnalité. Durant la belle saison, celle des grands travaux agricoles, le nombre d'indigents baisse. Par ailleurs, elle est cyclique. Le niveau de la mendicité épouse la courbe des prix des céréales panifiables. Elle prend alors un caractère plus masculin. Elle se fait indiscreète. Les mendiants se déplacent par petits groupes et frappent à la porte des fermes. Elle devient anonyme (Jean-Claude Farcy parle de « pauvres honteux » qui demandent à ce qu'on leur fournisse du pain par-dessus les portes des fermes⁶⁰).

En définitive la société beauceronne s'accommode sans trop de dommages de cette mendicité et les grands cultivateurs délivrent volontiers des aumônes qui témoignent, de leur part, « d'une prise en charge individuelle de la pauvreté »⁶¹. L'analyse de Jean-Claude Farcy permet en outre de comprendre que de nombreux ménages sont immunisés contre les effets de la cherté des vivres, en particulier les ménages de petits cultivateurs dont on sait qu'ils étaient dirigés par des hommes dans la force de l'âge. Ils possèdent en moyenne quelques hectares de terre, au moins de quoi se procurer des subsistances durant une grande partie de l'année même en cas de récoltes déficitaires⁶². La situation des journaliers est plus difficile à analyser. Ce groupe, nettement plus pauvre, est composé d'individus de tous âges. Certains sont de toute évidence très exposés aux sautes d'humeur de la mercuriale. Il n'en reste pas moins qu'en année commune, personne ou presque personne, parmi les actifs, n'est réduit à mendier son pain. On a là l'image d'une société apaisée, presque paisible, qui entre apparemment en contradiction avec celle que proposent de nombreux auteurs. De ce point de

58. FARCY, J.-C., 1986, p. 450.

59. Même les tables de décès laissent transparaître le caractère de proximité propre à la mendicité. La mention « Elle mendie son pain », plusieurs fois relevée, est révélatrice de ce point de vue.

60. L'expression de « pauvres honteux » est utilisée par J.-C. FARCY, 1986, p. 452.

61. FARCY, J.-C., 1986, p. 452.

62. On peut supposer que, dans le Vexin (canton de Marines), une exploitation de trois hectares permettait à une famille d'atteindre le seuil d'indépendance alimentaire. Il faut sans doute compter quatre à cinq hectares dans le canton de Milly-la-Forêt.

vue, cette crise semble marquer une césure d'autant plus remarquable que cette époque marque aussi le triomphe d'un retournement de la pensée des élites administratives et intellectuelles vis-à-vis de l'indigence⁶³. Selon Nicolas Bourguinat, la sensibilité ancienne basée sur une absence de jugement morale à l'égard de la pauvreté est encore de mise au milieu du XIX^e siècle. L'auteur note qu'elle « ne disparut d'ailleurs même pas tout à fait sous la Monarchie de Juillet, même si parfois elle parut noyée sous l'indifférence de l'orléanisme triomphant vis-à-vis du paupérisme »⁶⁴.

Qu'en est-il à Milly-la-Forêt et à Marines durant la crise de 1853-1857 ? Nous avons déjà évoqué à propos du canton de Milly-la-Forêt, l'*État* (dressé en octobre 1853) des communes où il a été pris des mesures pour atténuer les effets de la cherté des grains (voir Annexe I). En 1853-1857, dans toutes les communes du canton, les municipalités débloquent quelques centaines de francs qui permettent aux ménages les plus fragiles de se soutenir. C'est aussi l'occasion pour ces communes d'entretenir les réseaux de chemins vicinaux. L'état du canton de Marines est encore plus significatif⁶⁵. Dans de très nombreuses communes, la mention « pas d'indigent » sanctionne l'inquiétude des pouvoirs publics. À Gouzangrez et à Gadancourt, l'état précise que « la charité privée suffit à tous ». L'absence de telle mention dans les autres communes ne signifie pas que la charité privée ne s'exerce pas, mais qu'elle est partiellement secondée par les fonds débloqués par les conseils municipaux. Ces petites sommes, de quelques centaines de francs, permettent de faire face aux situations les plus graves.

La crise dans les villes de Seine-et-Oise

Nous avons vu que la situation à Milly-la-Forêt était particulièrement difficile. Le maire de la commune, Monsieur Courty, doit faire appel à toutes les bonnes volontés pour secourir les indigents⁶⁶. Mais c'est dans les villes chefs-lieux d'arrondissement que le problème du secours aux indigents se pose avec le plus d'acuité, en particulier dans les plus grandes. Ici aussi, les pouvoirs publics et la bourgeoisie, sans doute aiguillonnés par les souvenirs de 1848, font preuve de générosité comme en témoigne la longue

63. Voir à ce sujet les pages très éclairantes de N. BOURGUINAT, 2002, p. 260 et suivantes.

64. BOURGUINAT, N., 2002, p. 267.

65. AD78, cote 11 M 30.

66. À Marines, le montant des secours s'élève à la même date (octobre 1853) à 535 francs de secours votés par le conseil municipal et 950 francs qui proviennent d'une souscription. Marines est alors peuplée de 1 697 habitants. Comme à Milly-la-Forêt, le montant des secours rapporté à la population de la commune s'élève à environ un franc (AD78, cote 11 M 30).

lettre que le maire de Pontoise adresse le 24 décembre 1853 au Préfet. Il y précise que :

« Le conseil municipal a voté deux mille francs pour des bons de pain à prix réduits. Cette somme est peu élevée & sera loin de suffire pour continuer longtemps la livraison de ces bons. J'aurais pu très facilement faire voter quatre & même six mille francs, j'ai préféré demander pour ainsi dire un acompte, parce que j'ai pensé que l'allocation d'une somme un peu forte aurait nui à l'emploi d'une autre mesure (le recours à la charité privée). Cela a parfaitement réussi & de nouveaux fonds seront votés à la première demande ». ⁶⁷

À Étampes, l'état de 1853 fait mention d'un emprunt de 10 000 francs et d'une souscription de 6 657 francs ⁶⁸. Selon la même source, 20 000 francs sont recueillis par souscription à Corbeil, ville dont une large fraction de la population fait partie de la classe ouvrière. Le compte rendu de l'emploi des fonds provenant de la souscription ouverte à Corbeil, en septembre 1853, pour distribuer des bons de pain au prix réduit de 40 centimes le kilogramme, précise qu'elle a rapporté au 15 février 1854, 19 508 francs dont 9 754 versés par la maison Darblay ⁶⁹. Ce sont déjà 107 812 kilogrammes de pain subventionnés qui ont été distribués à des centaines de familles (425 à partir de la seconde quinzaine de janvier ⁷⁰). Le maire de Corbeil fait ses comptes. Il prévoit qu'à ce rythme les ressources de la souscription seront épuisées dès la fin du mois d'avril. Il conclut ses calculs par ces réflexions :

67. AD78, cote 11 M 30. Pontoise est peuplée de 5 609 habitants selon le recensement de 1856.

68. AD78, cote 11 M 30. Étampes est peuplée de 8 066 habitants selon le recensement de 1856. Si l'on rapporte les 16 657 francs (10 000 francs d'emprunt plus 6 657 francs de souscription) à la population d'Étampes, on peut considérer que chaque habitant reçoit en moyenne deux francs. À Milly-la-Forêt, les secours représentent en moyenne environ un franc par habitant. Il faut ajouter qu'à Étampes d'autres mesures privées sont prises. Le 23 décembre 1853, le sous-préfet d'Étampes informe le Préfet de Seine-et-Oise « que la compagnie des chemins de fer d'Orléans, vient de mettre six cents francs à la disposition de M. le Maire d'Étampes pour être employés au secours aux pauvres » (AD78, cote 11 M 30).

69. Compte rendu de l'emploi des fonds provenant de la souscription ouverte à Corbeil, en septembre 1853, pour distribuer des bons de pain au prix réduit de 40 centimes le kilogramme (État dressé le 19 février par le maire de Corbeil, AD78, cote 11 M 30).

70. Corbeil est peuplée de 4 645 habitants, répartis en 1 363 ménages selon le recensement de 1851. En 1856, la ville compte 4 907 habitants, répartis en 1 448 ménages (AD91, cote 6 M 078). On constate que près de 30 % des ménages de la ville sont secourus à partir de la seconde quinzaine de janvier 1854, alors qu'à Milly-la-Forêt qui rencontrait déjà de grosses difficultés, le pourcentage de ménages secourus s'élevait à 8 % en décembre 1853 (41 sur 500). Si l'on rapporte le montant des secours jusqu'à la fin avril à la population de Corbeil, on obtient un montant moyen d'environ quatre francs. Rappelons que les sommes dépensées à Paris s'élèvent à plusieurs dizaines de millions entre 1853 et 1856.

« Prévoyant la nécessité d'un nouveau mois de souscription, pouvant s'élever à 3 898 [francs]... On arrive à obtenir une ressource correspondante à la dépense présumée des mois de Mai et Juin soit, de 4 769 franc ».

Certaines municipalités urbaines sont franchement rétives à l'attribution de secours mais elles finissent par s'y résoudre comme les autres. Ainsi, à Essonne, commune voisine de Corbeil, dans un premier temps, le conseil municipal refuse d'accorder des bons de pains (voir délibération du conseil municipal d'Essonne du 16 septembre 1853). Le 14 octobre 1853, suite à un courrier du sous-préfet de Corbeil en date du 12 octobre, le maire d'Essonne informe le sous-préfet que, contrairement à Corbeil, sa commune est à la fois « agricole et industrielle » et qu'elle ne doit pas suivre l'exemple de sa voisine. Pourtant, en dépit de l'affirmation selon laquelle « la souscription qui a été faite à Corbeil ne trouverait [à Essonne] que cinq à six signataires, dix au plus, et par conséquent ne produirait rien », l'*État* des communes où sont prises les mesures pour atténuer les effets de la cherté du pain indique que 8 000 francs ont été collectés par souscription afin de financer des distributions extraordinaires de pain⁷¹.

On est pris de vertige en songeant aux sommes ainsi dépensées lorsqu'on les compare aux besoins qu'expriment les petites communautés rurales. Dans une petite ville de 2 000 habitants comme Milly-la-Forêt, les secours représentent des milliers de francs. Les dépenses, dans les chefs-lieux d'arrondissement, s'élèvent à plusieurs dizaines de milliers de francs. Pourtant nous ne sommes qu'en 1853. Nous n'avons pu trouver les traces des mesures prises durant l'année récolte 1855-1856. À n'en pas douter, les sommes en jeu ont égalé celles engagées deux ans auparavant.

L'indigence et ses manifestations les plus visibles sont donc des phénomènes essentiellement urbains qui épargnent largement les communautés rurales. Ces dernières parviennent à gérer les effets de l'indigence sans trop de problème. Jean-Claude Farcy note que « le gonflement de la mendicité pendant les crises de cherté, comme l'exercice habituel de cette mendicité par les femmes et enfants des familles les plus pauvres, semble indiquer que rien a changé entre la fin de l'Ancien Régime et le milieu du XIX^e siècle quant aux oppositions sociales majeures dans les campagnes beauceronnes »⁷². Le constat est sans doute valable pour de nombreuses communes des cantons de Milly-la-Forêt et Marines. On comprend mieux ainsi une

71. AD78, cote 11 M 30. La commune d'Essonne compte, selon l'*État*, 3 517 habitants. Si l'on rapporte les 8 000 francs à la population de la commune, on obtient un montant moyen supérieur à deux francs.

72. FARCY, J.-C., 1986, p. 453.

autre remarque de Jean-Claude Farcy qui note que « certains [cultivateurs] ne comprennent pas au début l'utilité d'une prise en charge collective, par la voie des bureaux de bienfaisance, qui leur semble faire double emploi »⁷³. L'attitude des conseils municipaux, qui se contentent le plus souvent d'obtempérer aux ordres préfectoraux, s'explique mieux si l'on considère le faible nombre d'indigents et la sollicitude traditionnelle des élites fermières et nobles à l'égard des pauvres autochtones.

*

Durant la première moitié du XIX^e siècle, les crises de subsistance sont essentiellement des crises urbaines. La crise de 1817 marque de ce point de vue un terminus *ad quem* pour les campagnes d'Île-de-France. Au-delà de cette date, rien ne transparait dans les archives que nous avons consultées d'émotions populaires dans les campagnes du Bassin Parisien, si ce n'est, aux détours de nos recherches, l'expression d'une peur individuelle incontrôlée ou le vol de quelques poules. Les petits cultivateurs et plus généralement les populations rurales sont soit muets, soit insensibles à l'envolée des prix du grain, tant en 1847 qu'en 1853-1857. La crise frumentaire de 1853-1857 est vraisemblablement une crise urbaine, comme le fut sans doute celle de 1846-1847. Elle est révélatrice du fait que les paysans sont, dès cette époque, et sans doute depuis un certain temps, mithridatisés contre les effets délétères des crises frumentaires⁷⁴.

La situation des paysans de Seine-et-Oise est particulièrement symptomatique. D'une part, ils sont traditionnellement turbulents⁷⁵ et, d'autre part, ils sont très exposés par la proximité de Paris qui siphonne littéralement le département de ses blés. On peut opposer la mendicité « vicinale » et traditionnelle des campagnes à l'indigence anonyme et pléthorique des villes qui réclame l'intervention des pouvoirs publics. Si la charité privée joue un rôle non négligeable dans les secours aux indigents urbains, les sommes en jeu, le nombre de ménages concernés et la mise en œuvre concrète des secours exigent l'implication des édiles. On n'improvise pas la distribution de plus

73. FARCY, J.-C., 1986, p. 452.

74. On peut se demander quel est le rôle des migrations dans l'équilibre des communautés rurales. Il est indéniable qu'une partie de la population migre vers les villes voisines et Paris. Il ne faut toutefois pas surestimer l'effet et l'ampleur de ces migrations. Elles ne sauraient expliquer la capacité des communautés à faire face aux crises de subsistances.

75. Il suffit d'évoquer la « guerre des farines » en 1775 ou le meurtre du maire d'Étampes en 1792 pour prendre la mesure de la révolution qui s'est effectuée en l'espace de soixante quinze ans.

de 100 000 kilogrammes de pain à plusieurs centaines de ménages durant une année comme c'est le cas à Corbeil durant l'année récolte 1853-1854.

La spécificité, l'originalité pour tout dire, de la crise de 1853-1857 par rapport à celles qui l'ont précédée tient non seulement à sa durée et à son intensité mais aussi à l'attitude du gouvernement impérial qui a systématiquement pressé les autorités locales de prendre des mesures pour limiter les effets de la cherté. En ce sens, elle agit comme un révélateur. Cette crise est à la fois caractéristique des effets différentiels des chertés sur les populations urbaines et rurales du Bassin parisien durant la première moitié du XIX^e siècle et de la diversité des modes de prises en charge de l'indigence. Dans les villes, l'intervention des pouvoirs publics s'impose ; dans les campagnes d'Île-de-France, l'organisation de la charité obéit encore souvent à des schémas anciens qui sont réactivés périodiquement. De ce point de vue, durant la période 1853-1857, l'intervention du pouvoir central relaie et épaula plus qu'elle ne suscite la prise en charge de l'indigence dans les communautés rurales. Enfin, il faut souligner que la reprise économique à partir de l'année 1851⁷⁶ permet sans doute de mieux comprendre le calme qui régna durant cette longue phase inflationniste et explique peut-être qu'elle ait laissé si peu de traces dans la mémoire des historiens et des populations.

76. On peut d'ailleurs s'interroger sur le destin de cette reprise économique si aucune mesure de taxation n'avait été prise à Paris et les villes du département de Seine-et-Oise, sans parler des mesures qui ont pu être prises dans d'autres départements.

Bibliographie

- BOURGUINAT, Nicolas, *Les grains du désordre. L'État face aux violences frumentaires dans la première moitié du XIX^e siècle*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2002.
- BOURDIEU, Jérôme, POSTEL-VINAY, Gilles & SUWA-EISENMANN, Akiko, « Pourquoi la Richesse ne s'est-elle pas diffusée avec la croissance ? Le degré zéro de l'inégalité et son évolution en France, 1800-1940 », *Histoire & Mesure*, 2003, Volume XVIII-n° 1/2, Varia, p. 147-198.
- CHABERT, Alexandre, *Essai sur les mouvements des revenus et de l'activité économique en France de 1789 à 1820*, Paris, Librairie Médicis, 1949.
- CHEVALIER, Michel, *Classes laborieuses, classes dangereuses*, Plon, Paris, 1958.
- CHEVET, Jean-Michel & O'GRADA, Cormac, « Revisiting subsistence crises, the demographic crises in France in the first half of 19th century », *Food & Foodways*, 2004, 12, p. 165-195.
- CORBIN, Alain, *Le monde retrouvé de Louis-François Pinagot. Sur les traces d'un inconnu (1898-1876)*, Paris, collection Champs Flammarion, 2002.
- DAUMARD, Adeline (dir.), *Les fortunes françaises au XIX^e siècle. Enquête sur la répartition et la composition des capitaux privés à Paris, Lyon, Lille, Bordeaux et Toulouse d'après l'enregistrement des déclarations de succession*, Paris, La Haye, Mouton, 1973.
- DÉSERT, Gabriel, *Une société rurale au XIX^e siècle. Les Paysans du Calvados 1815-1895*, New-York, Arno Press, thèse 1971.
- DREYFUS, F.-G., LABROUSSE, Ernest & ROMANO, Ruggiero, *Le prix du froment en France au temps de la monnaie stable (1726-1913)*, Paris, SEVPEN, 1970.
- DUPEUX, Georges, *Aspects de l'histoire sociale et politique du Loir-et-Cher*, La Haye-Paris, Mouton, 1962.
- FARCY, Jean-Claude, *Les Paysans Beaucerons au XIX^e siècle*, Chartres, Sociétés Archéologiques d'Eure-et-Loir, 1986, 2 tomes, VI.
- HERMENT, Laurent, *Survivants ou conquérants. Reproduction sociale et accumulation patrimoniale chez les petits exploitants agricoles de Seine-et-Oise durant le premier XIX^e siècle (1789-1860)*, thèse sous la direction de Gérard Béaur, soutenue à l'EHESS, le 4 décembre 2009.
- HORII, Toshio, « La crise alimentaire de 1853 à 1856 et la Caisse de la boulangerie de Paris », *Revue Historique*, CCLXXII/2, 1984, p. 374-401.
- HUBSCHER, Ronald-Henri, *L'agriculture et la Société rurale dans le Pas-de-Calais du milieu du XIX^e siècle à 1914*, Mémoires de la Commission Départementales de Monuments Historiques du Pas-de-Calais, Abbeville, 2 tomes, tome XX, 1979-1980.
- KYUNG-KEUN, Kim, « Le Vexin français de 1700 à 1850 : une économie rurale préindustrielle en progrès », présenté et résumé par Jacques DUPÂQUIER, *Mémoire de la Société Historique et archéologique de Pontoise, du Val d'Oise et du Vexin*, Pontoise, tome LXXXI, 1998 et tome LXXXII, 1999.
- LABROUSSE, Ernest (dir.), *Aspects de la crise et de la dépression de l'Économie Française au milieu du XIX^e siècle (1846-1851)*, Paris, Bibliothèque de la Révolution de 1848, tome XIX, 1956.

- LE ROY LADURIE, Emmanuel, *L'Histoire humaine et comparée du climat ; II Disettes et révolutions (1740-1860)*, Paris, Librairie Arthème-Fayard, 2006.
- LÉVÊQUE, Pierre, *Une société en crise : la Bourgogne au milieu du XIX^e siècle (1846-1852)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1984.
- MARGAIRAZ, Dominique, *Les dénivellations interrégionales des prix du froment en France 1756-1870*, thèse pour le doctorat de 3^e cycle sous la direction de J.-C. Perrot, 1982.
- MUCKENSTURM, Stéphane, « La quantification d'un phénomène social : l'indigence en France dans la première moitié du XIX^e siècle (1790-1850) », *Histoire, économie et sociétés*, 19^e année, 2000, n° 3, p. 345-360.
- TOUTAIN, Jean-Claude, *Le produit brut de la France de 1789 à 1982*, Cahiers de l'ISMEA, Série Histoire quantitative de l'Économie française, n° 15, 1987, 238 p.
- VIVIER, Nadine, « The crisis in France. A memorable crisis but not a potato crisis », in Cormac O'GRADA, Richard PAPING and Eric VANHAUTE (ed.), *When the potato failed. Causes and effects of the Last European Subsistence crisis, 1845-1850*, Turnhout, Brepols, CORN series, 2007, p. 223-246.

Sources

Sources imprimées

- L'Abeille d'Étampes*, disponible aux AD91, cote JAL 19/4.
- L'annonciateur, journal judiciaire de Rambouillet*, disponible aux archives départementales des Yvelines, cote PER 1007 / 4.
- Bulletins annuels de la Société d'agriculture de Seine-et-Oise*, disponibles aux archives départementales des Yvelines, cote PER 3031 / 3.
- La Concorde de Seine-et-Oise*, disponible aux archives départementales des Yvelines, cote PER 22.
- LEGOYT, Alfred, « Des chertés en France et de leur influence sur le mouvement de la population », *Journal de la société de statistique de Paris*, 1^{ère} série, 1^{er} volume, n° 4, 1860. Disponible sur internet site Gallica 2.
- Tableau de prix moyen mensuels et annuels de l'hectolitre de froment en France par département*, Imprimerie Nationale, Ministère de l'agriculture et du commerce bureau Direction de l'agriculture bureau des subsistances, 1872.

Archives départementales

.AD de l'Essonne

Table alphabétique des décès, et des absences constatées par jugement et Table des successions avant 1824 et Table alphabétique des successions et absences après 1824.

3 Q 10 / 269 et 3 Q 10 / 291, 3 Q 10 / 270 (pour la période 1817-1836) et Q 10 / 272 et 3 Q 10 / 273 (pour la période 1855-1859).

Correspondance

Lettre du Préfet de Seine-et-Oise au Sous-Préfet d'Étampes en date de Versailles du 25 novembre 1856 cote 2 Z 1.

.AD du Val d'Oise

Table alphabétique des décès, et des absences constatées par jugement et Table des successions avant 1824.

3 Q 7 / 447 et 3 Q 7 / 377 (pour la période 1817-1823) et 3 Q 7 / 379 (pour la période 1831-1836).

Registres des délibérations de la commune d'Ableiges E dépôt 65 D 5.

Registres des délibérations de la commune Seraincourt E dépôt 39 1 D 5.

.AD des Yvelines

Subsistance, cote 11 M 30.

Annexe 1. État des communes où il a été pris des mesures pour atténuer les effets de la cherté des grains.
Dressé par la sous-préfecture d'Étampes et adressé au Préfet de Seine-et-Oise

Commune	Population	Sommes votées par les conseils municipaux	Sommes recueillies par des souscripteurs privés	Nature d'emploi	Observations
Boigneville	448	Vote de 10 centimes additionnels produisant environ 390 francs		Chemin de Boigneville à Prinveaux	
Buno-Bonnevaux	377	Vote de l'aliénation de terrains et friches qui seront retournés		Travaux particuliers provoqués par la commune	Le dossier de l'aliénation n'est pas encore complet
Courances	359	Vote de 400 (francs) sur les fonds libres. Vote de 7 centimes additionnels produisant environ 285,23 francs.		Réparations des routes départementales 30 et 54. Chemin vicinal de Courances à Fontainebleau. Ramassage de pierre.	
Dannemois	439	Imposition extraordinaire de 150 francs		Travaux communaux	
Gironville	352	200 francs		Travaux communaux	
Maisse	832	1205 francs		Travaux sur chemins	
Moigny	599	5 centimes additionnels produisant 236,30 francs recouvrables en 1855.	Les fonds ont été avancés par Monsieur Fouquet.	Travaux sur chemins	
Oncy	201	97,50 francs	159,50 francs	Entretien des chemins vicinaux	
Prunay	145	Produits des prestations 100 francs. Vote de 5 centimes additionnels produisant 69,89 centimes		Réparation de la cote de Prunay	
Puiselet-le-Marais	223	200	92,75 francs	Travaux communaux	
Soisy-sur-Ecole	612	200		Chemin de Soisy à Dannemois	Les ressources de cette commune sont épuisées jusqu'en 1858 (?)

Source. AD78, cote M 11 30.